

Une mémoire fragile et nucléaire: une stratégie pour les biens culturels « mineurs »

Luiz Oosterbeek

Instituto Politécnico de Tomar, Estrada da Serra, P-2300 TOMAR (loost@ipt.pt)

Résumé

Les incendies qui ont détruit des milliers de kilomètres carrés du Portugal dans cet été, ont aussi mis à l'évidence la tragédie d'un rapport faible et inconstant des autorités culturelles et des chercheurs, vis-à-vis de ce qu'on appelle les biens culturels mineurs, c'est-à-dire, les traditions populaires, les vestiges ethnographiques, les objets du quotidien, les mémoires orales,... Il s'agit d'un concept dangereux, celui de bien « mineur », car il porte la menace de l'oubli.

Lors de la création du « Parc Archéologique et Environnemental du Moyen Tejo », au Portugal, une approche territoriale, et pas esthétique, a été prise. Cette approche permet de considérer, sur le plan de l'inventaire et de la conservation, tout le patrimoine, dans son contexte, comme un réseau solidaire de mémoires de paysages passés qui s'incorporent au paysage actuel.

Le texte discute les concepts et présente des stratégies poursuivies dans le parc, y compris le programme d'urgence mis au point à la suite des incendies.

Texte

Les incendies qui ont détruit des milliers de kilomètres carrés du Portugal l'été 2003, ont aussi mis à l'évidence la tragédie d'un rapport faible et inconstant des autorités culturelles et des chercheurs, vis-à-vis de ce qu'on appelle les biens culturels mineurs, c'est-à-dire, les traditions populaires, les vestiges ethnographiques, les objets du quotidien, les mémoires orales,... Il s'agit d'un concept dangereux, celui de bien « mineur », car il porte la menace de l'oubli.

Lors de la création du « Parc Archéologique et Environnemental du Moyen Tejo », au Portugal, une approche territoriale, et pas esthétique, a été prise. Cette approche permet de considérer, sur le plan de l'inventaire et de la conservation, tout le patrimoine, dans son contexte, comme un réseau solidaire de mémoires de paysages passés qui s'incorporent au paysage actuel.

On discute ici ces concepts et on présente des stratégies poursuivies dans le parc, y compris le programme d'urgence mis au point à la suite des incendies à l'échelle régionale, ainsi qu'un nouveau projet Européen.

La première dimension qu'on doit retenir est celle de l'identité. Ce fut dans le cadre de l'affirmation d'identités, notamment nationales, que le Patrimoine est né dans la modernité. La dérive nationaliste, ainsi que le dépassement des approches historico-culturalistes, ont mis en cause des lectures trop superficielles qui rattachaient des vestiges historiques à des réalités ethniques, à travers le siècle dernier. L'ethnographie, si puissante dans les études de culture matérielle avant la deuxième guerre mondiale, fût marginalisée, au profit d'approches plus aseptiques, dites objectives. On peut comprendre les raisons, la démarche, mais on ne peut que souligner le prix qu'on a

payé : celui de la perte de statut de ces vestiges, ainsi que la légitimation de sa destruction dans le cadre de travaux d'aménagement du territoire, alors que d'autres vestiges, de portée monumentale, étaient de plus en plus protégés.

Cette évolution a approfondi la coupure entre le monde contemporain et son passé le plus récent. Ce processus, associé à la crise générale des valeurs de la société européenne (nation, religion, famille, ...), a aussi contribué à la perte d'identité et cohésion culturelle de groupes humains, désormais moins résistants à des processus de globalisation culturelle et de concentration urbaine.

L'identité, cœur de la diversité, se base sur un équilibre entre conservation et innovation du territoire anthropique, à travers des dynamiques sociales qui entretiennent des rapports avec des mémoires matérielles (structures, gestion d'espaces, routes,...) et immatérielles (histoires, légendes, musique,...) qui constituent une sorte de auto-biographie ethnique. Dans les sociétés modernes, suite à la crise de valeurs mentionnée, les biens culturels prennent aussi le rôle jadis appartenant aux mythes fondateurs, cette fois soulignant la diversité et la portée de la tolérance (tout au contraire de la globalisation tout court).

On se trouve, alors, en face d'une mémoire nucléaire pour le soutien de la diversité, mais aussi d'une mémoire doublement fragile : fragile par sa nature même, puisqu'il s'agit d'une mémoire reconstruite toujours par l'action des sociétés que y retrouvent des références d'accord avec leurs besoins à chaque occasion ; mais aussi par leur moindre prise en considération, alors des politiques de gestion territoriale du patrimoine.

Il arrive, pourtant, que le concept même de biens culturels a bien changé ces dernières années, avec une expansion qui a incorporé la totalité de l'archéologie d'abord, pour aboutir aux vestiges plus récents et même à la dimension non matérielle. Cette expansion s'est produite, d'abord, hors de l'Europe, comme une réaction contre une approche monumentaliste des biens culturels qui tendait à sous-évaluer les productions de l'histoire précoloniale de plusieurs nouveaux pays constitués dans la deuxième moitié du siècle dernier. Finalement arrivée en Europe, pourtant, cette approche nous pose de nouvelles difficultés: d'abord, on avait presque abandonné l'inventaire systématique de ces biens mineurs, et on part avec un retard très grand vis-à-vis d'autres continents, comme l'Amérique du Sud ; ensuite, on n'a plus les moyens financiers, au niveau des organismes officiels, pour faire face au besoin d'enregistrer tout cette énorme quantité de vestiges; finalement, on manque même des ressources humaines, alors que les populations qui ont produit les vestiges sont en train d'abandonner leurs territoires et que les experts académiques sont toujours formés surtout pour l'attention à d'autres types de vestiges.

Il faut changer l'approche, alors. Ce patrimoine diffus que sont les biens mineurs fait partie intégrale de la mémoire plurielle de l'Humanité, qui suggère une perspective du passé et qu'ainsi se constitue comme symétrique des arts, qui proposent, à leur tour, une prospective à partir du présent. Il nous faut une approche que prenne en considération les contradictions des biens culturels eux-mêmes, entre une essence collective et une propriété souvent individuelle, entre une consommation sociale et une production privée, entre le besoin de conservation et celui de les rendre accessibles à la

société, entre rigueur descriptif et besoin interprétatif. Des biens culturels qui sont des bases culturelles, mais aussi des biens d'usage, des produits à consommation (touristique ou autre).

Il faut un plan, urgent, de gestion intégrale de ces mémoires, lequel doit comprendre leur identification, inventaire, étude, conservation et mise en valeur.

C'est cette approche que fut prise par le Parc Archéologique et Environnemental du Moyen Tage. Tout d'abord par sa constitution, non pas comme un acte administratif, mais comme un réseau d'institutions, qui regroupe soit des mairies (qui ont un pouvoir et des responsabilités légales vis-à-vis de l'aménagement du territoire), soit l'enseignement supérieur, des centres de recherches et des organisations non gouvernementales et de bénévoles. Le parc devient ainsi une structure à la fois technique (puisqu'il regroupe les ressources humaines qualifiées pour ce travail) mais aussi de négociation entre des institutions avec des intérêts pas toujours compatibles à court terme. On a même le but, pas encore atteint, d'intégrer des associés privés.

Le parc s'est constitué sur la base de la reconnaissance de la cohérence de la région et de l'importance de prendre en considération tous les vestiges de l'anthropisation du territoire en rapport avec l'environnement. Il se présente, alors, comme une initiative intégrée aux politiques d'aménagement global du paysage, et pas seulement portée sur des sites isolés. L'effort, encore en faisant le début de son chemin, est orienté, aussi, à la présentation muséographique de témoignages des différentes catégories de vestiges. Avec l'approche territoriale, on suggère aux mairies de ne pas superposer leurs noyaux muséaux, la mise en valeur étant faite globalement, avec des zones centrées sur l'art préhistorique, d'autres sur la romanisation, d'autres encore sur le moyen âge, où l'industrialisation, voir l'ethnographie rurale. Et, toutes, sur les mémoires « mineures » qui puissent contribuer au mosaïque culturel en perte accélérée.

L'engagement des volontaires, notamment des écoliers, dans de différentes étapes de cet effort, devient une procédure stratégique. La réalisation de l'inventaire par des non professionnels, bien sûr encadrée par des chercheurs, permet pas seulement de trouver un nombre plus large de témoignages, mais surtout de promouvoir la participation d'une plus large partie de la société dans le processus de identification/construction de sa propre mémoire.

Un exemple de ceci est le travail poursuivi après les incendies de l'été dernier. Face à une dévastation qui a atteint le 40% de la région, on a pris la décision de surveiller tout le territoire, et pas seulement les sites déjà connus (comme l'a fait l'Institut Portugais d'Archéologie). Sans surprise, en un mois des équipes on parcouru le 10% des terres brûlées, en trouvant un total de 500 nouveaux sites. Cela nous a permis pas seulement de trouver des sites, mais d'avoir une compréhension plus détaillée de la richesse des vestiges sur la région, qui pourront, facilement, dépasser les 5000 en total. Si l'on considère que l'inventaire archéologique national est limité à moins de 14.000 sites et que le Moyen Tage ne représente que le 5% du Pays, ça nous donne une idée de la distance qui existe entre la vision que l'État, à travers ses services du Patrimoine, a de ce même patrimoine, et la densité de potentiels vestiges alors qu'on prend une vision qui intègre les biens culturels mineurs. Et on ne parle ici que des biens matériels.

C'est dans cette ligne de raisonnement, que le Musée d'Art Préhistorique et du Sacré de la Vallée du Tage, en collaboration avec plusieurs institutions dont le Centre Universitaire Européen pour les Biens Culturels de Ravello, vient de soumettre à la Commission Européenne, à travers le programme Culture 2000, un projet qui s'appelle « Art Risk » et qui est orienté vers la création de procédures de sauvetage de l'art rupestre menacé par des risques naturels (tels que les incendies, les inondations ou les séismes).

Il y a tout un travail à faire. Le cœur de ce travail, pourtant, est l'engagement de secteurs croissants de la population dans une approche de la gestion des biens culturels basée sur une diversité de perspectives sur leur valeur et sur une intégration avec la gestion globale du territoire.